

Supplément au n°408
janvier 2013

Silence

écologie • alternatives • non-violence

Notre-Dame-des-Landes Venez Vider Vinci



Sept raisons de refuser l'aéroport

1 - Inutile

L'aéroport actuel n'est pas saturé. L'aéroport de Londres n'a lui aussi qu'une piste et a un trafic dix fois supérieur. Pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, le trafic aérien devrait de toute façon baisser rapidement.

2 - Coûteux

Au moins 360 millions d'euros (sans doute bien plus) sont prévus pour sa construction par Vinci. Avec cet argent, on peut améliorer les transports moins polluants.

3 - Dangereux

En France, tous les 7 ans, les promoteurs et les "grands projets" bétonnent l'équivalent d'un département moyen. Que mangeront nos enfants ? Notre-Dame-des-Landes, c'est 2000 hectares de terres agricoles qui vont disparaître : un danger pour la souveraineté alimentaire.

4 - Polluant

Notre-Dame-des-Landes est un plateau d'où s'écoule un "chevelu" de ruisseaux. L'eau polluée de l'aéroport et des nouvelles routes et autoroutes empoisonnera un peu plus l'aval et les nappes phréatiques. Par ailleurs, le projet d'aéroport touche directement quatre zones d'intérêt écologique reconnu, avec plusieurs espèces protégées.

6 – Destructeur pour le climat

Miser sur le développement du transport aérien alors qu'il faut au moins diviser par quatre nos émissions de CO₂ est une aberration criminelle. En France, le transport représente déjà plus d'un quart des gaz à effet de serre.

7 - Insensé

Le pétrole facile à extraire c'est fini. Le prix du baril va encore augmenter. Les aéroports comme les compagnies "low cost" feraient faillite si on coupait les subventions publiques. L'avenir, c'est la sobriété énergétique, pas le transport aérien !

Jour de répit pour les occupants de la Zone à défendre



▲ L'entrée de la Vache rit

Le 4 novembre 2012, quelques jours après la deuxième tentative massive d'expulsion des occupants du site, nous étions sur place pour faire l'état des lieux : calmement, les opposants renforcent leur défense et se préparent à un hiver de combat. Jusqu'où Jean-Marc Ayrault pourra-t-il politiquement aller ?

A LA SORTIE DE VIGNEUX, UN VILLAGE AU SUD DE LA ZONE CONCERNÉE par le projet d'aéroport, des panneaux officiels indiquent que la route est barrée en direction de Notre-Dame-des-Landes, 3 km plus au nord. Nous commençons à voir des bords de route noircis et des plaques de goudron brûlées, restes de barricades. Nous rejoignons le lieu central des opposants : la Vache rit, un immense bâtiment agricole.

commune de la Manche qui s'oppose au passage d'une ligne THT en provenance de Flamanville et du futur réacteur EPR. "Le maire arrive dans un champ où des gendarmes essaient de disperser des agriculteurs qui bloquent le chantier, il montre un arrêté municipal interdisant la tenue du chantier et ni une ni deux, il se retrouve menotté".

Bruno, la vingtaine, nous dit venir... de Lyon où il fait partie de ceux qui occupent le terrain contre le projet de grand stade à Décines. Il est venu dès les premières interventions policières. Avec Corentin, même âge, ils nous conseillent d'aller voir à *Far Ouest* où un chantier est en cours... aux côtés d'une cabane qui pour le moment a résisté.

La Vache rit, centre de ressources

Dans l'entrée, plusieurs personnes discutent de la communication. Au mur, une grande photo aérienne montre l'emplacement prévu pour les pistes et les bâtiments de l'aéroport. *La Vache rit* est au centre de ce plan. Derrière, un grand hangar style Emmaüs : sur des tréteaux, s'accumulent des centaines de vêtements, de couvertures, de duvets, du matériel de cuisine, des outils... tout ce que les sympathisants arrivent à apporter malgré les fouilles dans les coffres par la gendarmerie. Derrière, un champ où stationnent plusieurs caravanes, un car vivement coloré, des camping-cars.

Des visiteurs sont en discussion avec Alain⁽¹⁾, 35 ans : le débat porte sur la possibilité d'avoir des avocats présents sur place lorsque les forces de l'ordre interviennent. Alain est dubitatif : "vous avez vu le film sur Chefrenne ?" Chefrenne, c'est cette

Far Ouest, un lieu de confort

Pas de problème d'orientation : nous sommes vite stoppés par une barricade. Damien, la quarantaine, répond aux questions d'un journaliste devant l'œil d'une caméra locale. Il y est question du recours à la violence : "Il s'agit ici de contre-violence". Eric, la vingtaine, va nous servir de guide.



▲ Plus de cent barricades ont été construites... et démolies par les militaires

(1) Tous les prénoms sont fictifs.

◀ Far ouest, lieu de vie menacé



Marie Clémis

Nous contournons plusieurs barricades sur environ 500 mètres avant d'entrer dans un chemin qui s'engage sous les bois. Eric nous explique qu'ils essaient de mettre en place des modes de déplacement par des sentiers forestiers car les gendarmes n'aiment pas s'y aventurer : ils ne peuvent se dégager avec des grenades lacrymogènes. Tout en marchant sous une violente averse, il nous explique les types d'armes qu'utilisent les forces de l'ordre : lacrymogènes, grenades vomitives, grenades assourdissantes⁽²⁾. Des traces de pétrole nous intriguent. "Ce sont les restes de cocktails molotov. Certains se sont énervés lors de la deuxième tentative pour nous expulser".

Nous passons devant une cabane précaire perchée dans les arbres : des troncs placés horizontalement en rectangle sur lesquels sont posées des palettes de bois. Quelques mètres au-dessus, une bâche agricole permet de se protéger de la pluie. Eric nous explique : "Il y a des Compagnons qui sont venus nous aider, des paysans...".

On arrive à Far Ouest, une cabane de toute beauté faite de matériaux de récupération. Il y a du monde à l'intérieur, bien au chaud. Eric est professeur d'escalade dans une ville voisine. Il a un cours à donner le lendemain et va devoir faire un aller-retour. Ils sont nombreux dans cette situation.

Un "gaulois" surgit de la forêt avec un casque hérissé de cornes en plastique, un trident à la main et un masque à gaz. François est tout de suite d'accord pour se faire prendre en photo. La vingtaine également, il a terminé récemment ses études au lycée expérimental de Saint-Nazaire.

Reconstruire sans cesse

Il prend le relais et nous fait continuer la visite. Derrière la cabane, on traverse un champ transformé en potager : des cosses de haricots en grand nombre pendent sous la pluie : "on ne peut plus les manger, ils sentent trop les gaz lacrymogènes". On leur demande si c'est là qu'étaient installés des maraîchers par la Confédération paysanne. "Non, chez eux, c'est encore pire : les pelleuses ont systématiquement écrasé les légumes". Nous arrivons au "théâtre", une immense scène sur palettes en pleine nature : "C'est un de mes anciens profs du lycée qui est venu nous aider à faire les plans".

François nous emmène sur un chantier commencé il y a trois jours. Nous y sommes agréablement surpris par les techniques simples et

efficaces qui sont utilisées. Gaël, jeune adulte, nous dit qu'il est fils de menuisier. La structure est montée, prête à être bâchée. Nous sommes en pleine forêt. Nous leur demandons s'ils pensent échapper à la vigilance des flics. "Non, on ne cherche pas à se cacher, mais c'est plus difficile de venir nous chercher là. L'hélicoptère est déjà venu pour nous photographier".

Hélène, environ 25 ans, se repose sous une tente. Elle nous explique : "Les cabanes servent de repli en cas de poursuites, mais nous couchons surtout dans des caravanes et des tentes sur des champs prêtés par les paysans locaux".



Marie Clémis

▲ Plusieurs dizaines de cabanes ont été construites... et détruites par les militaires

Un soutien régional de tout premier ordre

L'ambiance est agréable : partout, on voit des militants conscients des risques d'affrontements, mais qui présentent que chaque jour de résistance supplémentaire sert à attiser le débat politique. Les occupants, jeunes dans l'ensemble, savent qu'ils peuvent compter sur le soutien des plus âgés, des paysans. Chaque soir, ceux-ci se relaient pour apporter la nourriture et faire la cuisine. Eric nous raconte une dernière anecdote : la semaine précédente, alors que la gendarmerie a mis en place des barrages pour fouiller les coffres des véhicules, un camion a réussi à apporter trois tonnes de palettes supplémentaires pour continuer à construire des cabanes.

La situation politique est en train de devenir insupportable pour des socialistes qui commencent même à se déchirer entre eux. Seule la lutte s'envole !

Michel Bernard ■

(2) Dangereuses car elles explosent en projetant deux demi-sphères de métal : le 31 juillet 1977, Vital Michalon a été tué à Malville par une de ces grenades.

Opération Astérix

Toute la France est contrôlée par Vinci, toute ?
Non, car un village d'opposants occupe toujours le site
du futur aéroport et le soutien va en s'amplifiant.



Soutenez financièrement

Si vous ne pouvez pas aller aider sur place, soutenez financièrement : chèques à l'ordre de "Vivre sans aéroport", La Primaudière, 44130 Notre-Dame-des-Landes.



▲ Manifestation du 17 novembre : 400 tracteurs à la rescousse

LE PROJET D'AÉROPORT EST ÉVOQUÉ PAR DES ÉLUS POUR LA PREMIÈRE FOIS EN 1963. LE SITE DE NOTRE-DAME-DES-LANDES EST choisi en 1967. A partir de 1974, le conseil général rachète les terres qui se libèrent. Un moment mis en veille, le projet resurgit dans les années 2000. Lors d'un rassemblement d'une semaine en août 2009⁽¹⁾, les opposants locaux invitent ceux qui le veulent à venir s'installer pour vivre sur place en profitant des maisons vides. Des maraichers, un boulanger et d'autres expériences alternatives voient le jour. Durant l'hiver 2011, environ 60 personnes vivent en permanence sur place.

Le 16 octobre 2012 commence l'opération César, offensive de la préfecture visant les occupants "illégaux" et épargnant les "gentils" agriculteurs. L'opération, une tentative extrêmement violente pour essayer de diviser l'opposition au projet d'aéroport, est menée en présence de 1200 militaires. Plusieurs maisons sont détruites. Il n'y a pratiquement aucun acte de violence du côté des militants.

Réoccupation

Pendant le week-end du 20 et 21 octobre, plusieurs maisons partiellement détruites ont été réoccupées provoquant dès le lundi un retour en force des militaires.

De multiples actions de solidarité se mettent en place dans de nombreuses villes d'abord en Bretagne, puis dans toute la France.

Presse-Océan (23 octobre) rapporte que le coût de l'opération militaire est estimé par la préfecture à 500 000 € par semaine.

Le 25 octobre, une conférence de presse est donnée à Paris par onze organisations nationales : "Nous appelons le premier ministre à remettre en cause ce projet d'aéroport qui aura une incidence significative sur le budget de l'Etat, un impact irréversible sur plus de 2000 hectares de zones humides et terres agricoles et sur nos émissions de gaz à effet de serre". Signataires : Greenpeace, Les Amis de la Terre, Réseau action climat, la Confédération paysanne, Attac...

Scènes de guerre civile

Le 30 octobre, nouvelle offensive militaire. Plus de 200 personnes arrivent en renfort côté opposants. Le préfet reconnaît qu'il rencontre "des opposants très déterminés" et que "leur nombre a nettement augmenté" depuis le 16 octobre.

A Paris, Dominique Voynet sort d'un rendez-vous avec François Hollande : "J'ai eu le sentiment que François Hollande était conscient de l'impact dévastateur des images de guerre civile à Notre-Dame-des-Landes".

A l'Assemblée nationale, Barbara Pompili et François de Rugy, co-présidents du groupe EELV, demandent que le projet d'aéroport soit réexaminé dans le cadre du schéma national des infrastructures des transports, et rappellent que le projet ne répond pas aux exigences de la loi sur l'eau.

Le 31 octobre, dans une lettre ouverte, Patrick Warin, un ami de François Hollande, ancien directeur à la Caisse des dépôts, le prévient "Attention, vous êtes devant un nouveau Larzac". Pour Noël Mamère : "On est en droit de s'interroger sur la poursuite de notre soutien à un gouvernement qui utilise la force comme ses prédécesseurs pour imposer un projet dont ne veulent pas les habitants".⁽²⁾

Notre-Fric-des-Landes

Le 2 novembre, deux pilotes de ligne s'interrogent sur l'utilité d'un nouvel aéroport⁽³⁾. Ils rappellent que l'aéroport de Londres n'a qu'une piste comme à Nantes et accueille... dix fois plus de voyageurs !

Le 3 novembre, dans *Le Monde*, dans un article titré "Notre-Fric-des-Landes", Hervé Kempf rappelle que le préfet Bernard Hagelsteen, chargé de l'attribution du chantier de Notre-Dame-des-Landes entre 2007 et 2009 travaille maintenant... chez Vinci !

Le 5 novembre, Stéphane Hessel, membre influent du PS, apporte son soutien aux opposants à l'aéroport.

Mobilisation nationale

A partir du 9 novembre, les annonces de personnalités politiques se multiplient : Jean-Luc Mélenchon, Parti de Gauche, Jean-Luc Benhamias, Modem, annoncent leur venue. Le PCF appelle à la manifestation.

Le 10 novembre, à Paris, 2000 personnes marchent de Belleville à l'Hôtel de ville. Dans la manifestation, beaucoup d'élus EELV, des alternatifs, Attac, des anarchistes, des représentants des AMAP...

Le 11 novembre, 3000 personnes manifestent à Rennes derrière une centaine de tracteurs... EELV appelle à participer à la manifestation du 17 novembre.

Le 13 novembre, à 2h du matin, un vigile posté devant une maison évacuée est agressé par des assaillants masqués. Jacques Auxiette, président PS de la région, monte vite au créneau pour dénoncer un "acte criminel". L'ACIPA, association des opposants, s'interroge sur un possible coup monté. Le vigile s'en tire avec 5 jours d'interruption de travail.

Le 16 novembre, plusieurs dizaines d'élus EELV arrivent sur le site et devant les caméras, Eva Joly, José Bové, Noël Mamère, Jean-Vincent Placé, François de Rugy... prennent des outils pour enlever les protections qui empêchent d'entrer dans une maison rachetée par Vinci. José Bové reste pour la manifestation du lendemain.

40 000 personnes dans le bocage

Le 17 novembre, c'est la journée de réoccupation générale. Les organisateurs annonçaient à la presse espérer mobiliser entre 8000 et 10 000 personnes, ce sont près de 40 000 personnes qui se sont retrouvées sur les petites routes du bocage. 400 tracteurs soutenus par la Confédération paysanne, ont emmené de pleines remorques de matériel : paille, palettes, poutres... pour faciliter la reconstruction. Alors que le préfet avait intitulé l'opération de délogement des occupants "Opération César", une banderole sur un tracteur annonçait "Opération Astérix". Autres banderoles : "Seule la lutte décolle", "Veni, vidi et pas Vinci", "UMP+PS : Union des mains pleines et poches sales".

Des rassemblements de soutien ont lieu le même jour à Amiens, Bordeaux, Boulogne-sur-Mer, Chambéry, Digne, Dijon, Limoges, Lille, Lyon, Macon, Manosque, Perpignan, Nice, Reims, Rouen... et sur le plateau du Larzac.

Bataille politique

Pascal Canfin, ministre délégué au développement a déclaré "Si je n'étais pas ministre, j'aurais manifesté". Le parti socialiste réagit, demandant à EELV de "ne pas s'impliquer dans des manifestations qui prennent pour cible le premier ministre". Bruno le Roux, président des députés socialistes, déclare : "Les Verts s'installent dans une stratégie d'empêcher l'exécution de décisions démocratiques". Cécile Dufлот répond qu'il s'agit d'une position historique des éco-

▼ Plusieurs milliers de personnes pour la construction de maisons en bois à La Châtaigneraie



Petite phrase

Nous nous engageons à dessiner ensemble le chemin de la transition écologique, sans tabou (...) La volonté politique de faire face aux défis du développement durable ne faiblira pas, je m'en porte garant devant vous (...) Notre premier grand chantier, c'est la transition énergétique, qui repose sur un modèle de développement sobre et efficace".

Jean-Marc Ayrault, 15 septembre 2012, clôture de la conférence sur l'environnement.

logistes : "défendre ses convictions dans les institutions et dans la rue, parfois même dans le bocage".

François Bayrou demande que le dossier de Notre-Dame-des-Landes fasse l'objet d'un débat au niveau national. Jean-Luc Mélenchon, sur place, déclare : "Les personnes qui ont voté pour François Hollande à la présidentielle attendent d'un gouvernement de gauche autre chose qu'un déploiement de force".

En voyage en Pologne, François Hollande s'exprime, reconnaissant le droit des opposants à manifester, il a ajouté qu'"il y a aussi la force du droit et la primauté des élus". Incroyable ! Les élus ont des droits que n'ont pas le simple citoyen ? José Bové dans *Le Monde* demande "de quel élu s'agit-il ?". Certains sont-ils plus élus que d'autres ? Et il ajoute : "Pour que Hollande réagisse depuis la Pologne, il faut vraiment qu'il y ait urgence à protéger son premier ministre". Ronan Dantec, sénateur et ancien adjoint EELV à l'environnement d'Ayrault à la mairie de Nantes, présent dans la manif, rappelle que le projet de centrale du Carnet entre Nantes et Saint-Nazaire avait été aussi déclaré d'utilité publique en 1979... avant d'être annulé.

Nantes : capitale européenne de l'environnement

C'est en 2007 que la ville a remporté ce titre. Sur le site Nantes Métropole, il est possible de lire le plan climat proposé par l'agglomération : il s'agit de diviser par 2 les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2025. Le point n°6 précise : "Lutter contre l'étalement urbain en renouvelant la ville sur elle-même et limiter ainsi les déplacements". Ayrault s'accroche au nouvel aéroport qui s'accompagnera de nouvelles autoroutes, bretelles, liaisons diverses, parkings, etc. Nantes, capitale européenne du greenwashing ?



Gesticulations et manipulations d'Ayrault

Le Monde du 17 novembre consacre sa une et deux pages au dossier. On peut y lire la déclaration de Thierry Masson, représentant d'un collectif de 200 pilotes, qui dénonce "Alors qu'on passait au sud et qu'on devait privilégier cette approche puisque la plupart des mouvements se font vers le sud, la tour de contrôle nous oriente vers le nord. Nous pensons que c'est pour inciter le grand public à souhaiter le déménagement de l'aéroport".

On peut aussi y lire la réponse de l'ACIPA, qui regroupe les opposants, à la question de la saturation de l'aéroport : "Au moment du passage des cendres du volcan islandais sur le nord de l'Europe, le trafic aérien a triplé à Nantes pendant quelques jours sans aucune difficulté"...

Et Ronan Dantec de conclure : "Le gouvernement ne peut pas passer en force, ce serait un désastre. C'est la crédibilité de la gauche sur l'environnement qui se joue ici. Une bonne partie des gens qui vont manifester samedi a voté pour François Hollande. Le coût politique de cette affaire est totalement disproportionné".

Et l'occupation se poursuit

Le 18 novembre, plus de 1000 personnes sont restées sur place pour poursuivre les chantiers. Cabanes, maisons se construisent à toute vitesse.

SOLIDARITÉ AVEC LES EXPULSÉS DE NOTRE-DAME-DES-LANDES NON À L'AÉROPORT!



Manuel Valls, en visite à Nantes ce même jour, multiplie les provocations : "Nous avons besoin de projets, de croissance, en s'appuyant sur la dynamique de nos régions [...] S'il y a des occupations illicites, l'Etat sera ferme et décidera en temps utile des évacuations [...] Certains défendent une certaine idée de l'avenir de la société : un monde sans aéroport, sans exploitation, sans énergie nucléaire... Ce n'est pas notre conception".

Et que penser des 40 000 manifestants : ce sont des "anarcho-autonomistes, dont beaucoup d'étrangers qu'on retrouve dans d'autres manifestations".

Nouvelle tentative de passage en force

Le 23 novembre, à partir de 6h30 du matin, 500 gendarmes sont de nouveau à l'œuvre. Selon la communication de la préfecture, l'opération est dirigée directement par le Ministère de l'intérieur. Dès le matin, il y a plus de 500 personnes sur place et les renforts arrivent toute la journée. Plus d'un millier de personnes s'opposent aux gendarmes en fin de journée, la grande majorité non-violamment. Les gendarmes essaient d'accéder aux nouvelles constructions situées sur une parcelle non expulsable. Des avocats mandatés par l'ACIPA alertent sur l'illégalité de cette opération. La préfecture répond qu'on règlera cela plus tard.

En visite à Lorient, Manuel Valls annonce vouloir détruire le "kyste". A Nantes et Saint-Nazaire, les ponts principaux sont bloqués par des tracteurs. Plus de 30 manifestations de soutien se tiennent dans toute la France..

Jean-Philippe Magnen, porte-parole national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) a déclaré : "On a invoqué la force du droit, mais là c'est la force tout court. C'est désolant"⁽⁴⁾. Greenpeace et Agir pour l'environnement demandent aux associations qui sont présentes dans le cadre du débat sur la transition démocratique de suspendre leur participation. Présent sur place, Ronan Dantec dénonce l'enchaînement de violence. "Jean-Marc Ayrault doit comprendre que s'il est capable de reculer sur des dossiers sur la pression de la droite et qu'il n'entend pas des manifestations de gauche, un gros problème se pose"⁽⁵⁾.

Sommet de violence ?

Le samedi 24 novembre, près de 1500 personnes sont présentes sur le site. Les gendarmes attaquent de nouveau. A Nantes, une manifestation se tient devant la préfecture : 8000 personnes y participent.

Le soir, l'équipe médicale présente aux côtés des manifestants sur place annonce avoir dû soigner une centaine de personnes dont une trentaine avec des éclats de grenades, une personne est blessée à l'œil, une autre au tympan. Les médecins dénoncent le fait que les grenades assourdissantes aient été utilisées à tirs tendus, ce qui est contraire à la loi. Quatre personnes ont des côtes brisées par des tirs de flashball à bout portant.

Le syndicat SUD lance une opération "courriels" pendant le week-end : un dossier rappelant les raisons de s'opposer à l'aéroport est envoyé à plus de 5000 hauts fonctionnaires des ministères.

Un dialogue qui a du mal à décoller

Le soir, Ayrault annonce la mise en place d'une commission de dialogue. L'ACIPA demande le retrait des forces de gendarmerie avant toute chose. Réponse du Ministre de la violence, Manuel Valls : "il n'y a jamais de condition au dialogue". Alors que l'UMP crie "à la reculade", la porte-parole du gouvernement Najat Vallaud-Belkacem répond à la radio : "Il ne s'agit aucunement de revenir sur le projet d'aéroport". Mais on dialogue pour quoi alors ? Elle répond : "exposer la réalité des travaux réalisés, leur impact sur la

diversité (...) leur mise en œuvre". Parallèlement, le ministère de l'écologie annonce que les travaux préparatoires de préservation de la biodiversité qui devaient débuter en janvier 2013 sont reportés de six mois.

Le dimanche 25 novembre, Jean-Louis Borloo donne une conférence de presse : "L'UDI demande au gouvernement de suspendre ce projet" [...] "A l'évidence, le projet de l'aéroport de



▲ Reconstruction le 17 novembre 2012

Des élus qui soutiennent

Le collectif des élus doutant de la pertinence de l'aéroport, regroupant maintenant plus d'un millier d'élus, dont la moitié de la région, a demandé en urgence un rendez-vous à la préfecture après la première attaque du 16 octobre. Reçue le 25 octobre, une délégation s'est vu demander par deux sous-préfets de suspendre leur soutien à des terroristes. Dans un climat très tendu, les élus ont demandé ce qu'était un terroriste. Réponse : quelqu'un qui fait des actes terroristes. Et quels sont ces actes ? Les représentants de l'Etat n'ont trouvé comme exemple qu'un jet de cailloux sur la voiture du préfet. Les élus sont ressortis en ayant compris que la stratégie du gouvernement est d'essayer d'isoler les occupants permanents des forces politiques plus traditionnelles et des "gentils" paysans. En vain.



▲ Action non-violente le 24 novembre...



▲ ...et arrestations

Notre-Dame-des-Landes est intenable sur le plan économique et injustifiable sur le plan écologique".

Ce dimanche, 200 opposants poursuivent les chantiers des cabanes... malgré la descente de gendarmerie qui a confisqué tous les outils trouvés sur place. 40 tracteurs sont enchaînés sur les chemins d'accès pour protéger le lieu.

A Nantes, des élus s'enchaînent aux grilles de la préfecture. Ils demandent au préfet de mettre fin aux violences.

Le lundi 26, la préfecture de Nantes propose le retrait des forces de l'ordre en échange de l'engagement à ne plus construire d'habitations. Dans la mesure où nombre de maisons en dur ont été détruites depuis un mois, ce serait un moyen d'obliger les opposants à vivre dans des conditions extrêmement précaires... ou à l'extérieur de la zone concernée. Les associations répondent par la négative.

De plus en plus de soutiens

La préfecture indique vouloir dialoguer autour des aménagements écologiques de l'aéroport... alors que les opposants veulent dialoguer autour des modalités d'arrêt du projet.

Sur place, six jeunes militants ont pris place en renfort à l'arrière d'une barricade. Quand les gendarmes chargent, ils encerclent les autres militants : ce sont en fait des gendarmes en civil. Tous les moyens sont bons.

Les avocats des opposants ont obtenu que AGO-Vinci passe par le tribunal pour contester la construction des nouvelles cabanes. Une audience est prévue le 5 décembre.

Plusieurs paysans du Larzac signent une lettre à Ayrault dans *Libération* du 28 novembre et menacent d'entamer une grève de la faim. Nicolas Hulot dans *le Parisien* dénonce un projet archaïque. Le même jour, séance de lobbying à l'Assemblée nationale : 12 interventions dont 11 hommes devant un public d'entrepreneurs de Bretagne. Commentaire d'Olivier Ramezon dans *Le Monde* : c'était *Nos-Hommes-des-Landes*.

A la fédération du PS d'Ille-et-Vilaine (Rennes), des militants signent un texte collectif demandant la réouverture du débat sur le dossier. Jacques Carroger, le secrétaire fédéral à l'agriculture de Loire-Atlantique, et Michel Loquet, l'ancien président de la chambre d'agriculture de Loire-Atlantique, signent un texte collectif avec des paysans du PS dénonçant les outrages du président de la région, l'impossibilité de débattre du dossier au sein du PS et la manipulation des arguments.

Le 30 novembre, dans *Le Quotidien du médecin*, la docteur Stéphanie Lévêque publie une lettre ouverte au préfet où elle raconte les blessures relevées sur les manifestants. Elle dénonce des usages illégaux des armes par les forces de l'ordre, mais aussi les contrôles qui ont retardé les pompiers lors de l'évacuation de blessés.

Le 30 novembre, le préfet interdit par décret la vente et le transport de carburant sur les communes de Vigneux et de Notre-Dame-des-Landes du 3 au 10 décembre. Les opposants pensent qu'il s'agit de la préparation d'une nouvelle offensive... après le passage au tribunal le 5 décembre pour statuer sur le statut des nouvelles maisons installées le 17 novembre.

Les 15 et 16 décembre, 120 collectifs de soutien, venus de toute la France se retrouvent à Notre-Dame-des-Landes pour organiser la résistance.

(1) voir *Silence* n°369, juin 2009, 13 pages sur la question.

(2) *Le Monde*, 1^{er} novembre 2012.

(3) *Ouest-France*, 2 novembre 2012.

(4) *Nouveles-obs.com*

(5) *Libération.fr*

Un grand rassemblement style Larzac 2003 est annoncé probablement pour le week-end du 27 et 28 juillet 2013



Découvrez la revue *Silence*

Abonnement découverte : 20 euros pour 6 n°

Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04
www.revuesilence.net